

# Objectifs et aperçu des programmes

## Le quatrième plan à moyen terme (exercices 2017 à 2021)

Conformément à la loi, la JICA mène ses opérations sur la base de plans à moyen terme établissant des cycles quinquennaux. Dans le quatrième plan à moyen terme, commencé avec l'exercice 2017, la JICA a élaboré des plans basés sur la Charte de la coopération au développement et des cadres internationaux comme les objectifs de développement durable (ODD), portant sur des questions de développement telles que les infrastructures et la croissance économique, le développement centré sur l'humain, les valeurs universelles et la consolidation de la paix, et les enjeux mondiaux, parallèlement aux questions prioritaires régionales, aux partenariats avec divers acteurs et aux contributions aux discussions internationales. La JICA établit également des mesures détaillées pour renforcer ses fondations organisationnelles et opérationnelles, la sécurité et les contrôles internes dans le cadre de ce plan.

Grâce aux efforts déployés pour réaliser ces plans, la JICA continuera de jouer le rôle que l'on attend d'elle aussi bien au Japon qu'à l'étranger.

## Résumé du quatrième plan à moyen terme

Répondre aux problèmes de développement et aux défis mondiaux et contribuer aux intérêts nationaux du Japon par la coopération au développement

Réaliser la paix, la sécurité et la prospérité ainsi qu'un environnement international doté d'une stabilité, d'une transparence et d'une prévisibilité élevées

Contribuer à renforcer la confiance de la communauté internationale envers le Japon, à intensifier les relations entre les régions en développement et le Japon, et à définir l'ordre et les normes de la communauté internationale

Contribuer à la dynamisation de l'économie et de la société japonaises en renforçant les liens entre les régions en développement et le Japon

### Domaines d'intervention opérationnelle

- (1) Renforcer les capacités des individus qui seront des acteurs clés du développement de leur pays
- (2) Consolider les partenariats entre les acteurs japonais qui participent et contribuent à la coopération au développement et à la revitalisation régionale
- (3) Contribuer aux engagements internationaux et servir de leader au sein de la communauté internationale
- (4) Renforcer les mesures de sécurité

### Approches prioritaires

- (1) Promouvoir une coopération au développement qui établisse une relation de confiance mutuelle en mettant l'accent sur l'appropriation par le pays et le partenariat
- (2) Promouvoir des approches centrées sur l'être humain basées sur le concept de sécurité humaine
- (3) Renforcer les opérations stratégiques et améliorer la qualité des opérations de la JICA
- (4) Diffuser des informations claires et uniformes

### Initiatives concrètes

#### Efforts sur les problèmes prioritaires

- (1) Garantir les bases et le moteur de la croissance économique
- (2) Promouvoir un développement centré sur l'être humain pour soutenir des conditions de vie fondamentales
- (3) Partager des valeurs universelles et réaliser une société pacifique et sûre
- (4) Construire une communauté internationale durable et résiliente en relevant les défis mondiaux

#### Renforcer les partenariats japonais

#### Renforcer les bases de la mise en œuvre

(Relations publiques, recherche, évaluations des opérations, etc.)

#### Questions prioritaires régionales

#### Renforcer les mesures de sécurité

#### Autres questions importantes de gestion opérationnelle

(Promotion d'une coopération au développement efficace et efficiente ; contribution proactive aux discussions internationales et renforcement des partenariats avec les organisations internationales, les donateurs bilatéraux et autres ; et renforcement des contrôles internes)

### Politiques et initiatives importantes du gouvernement japonais

Charte de la coopération au développement  
Politiques connexes  
Engagements du gouvernement

### Cadre de référence international pour la coopération au développement

Objectifs de développement durable (ODD)  
Accord de Paris (changement climatique)

## Orientation des activités de développement de la JICA pour l'exercice 2018

**1 Opérations basées sur la stratégie pour un océan indo-pacifique libre et ouvert promue par le gouvernement japonais**

**2 Renforcer les capacités des individus qui seront des acteurs clés dans le développement de leur pays**

**3 Dynamisation des pays en développement et du Japon grâce au potentiel du secteur privé**

**4 Promouvoir la formulation et la diffusion de concepts de coopération orientés vers l'avenir**

La JICA entend contribuer à la paix, la stabilité et la prospérité de la communauté internationale en faisant face aux problèmes prioritaires identifiés dans la Charte de la coopération au développement du gouvernement japonais et dans le quatrième plan à moyen terme de la JICA. Pour y parvenir, la JICA redoublera d'efforts dans les domaines suivants afin d'atteindre la sécurité humaine et une croissance de qualité :



Soudan : Projet de renforcement du système de formation professionnelle ciblant les centres publics de formation professionnelle.  
[Photo : Akio Iizuka]

La JICA poursuivra ses activités de coopération au développement dans le cadre de la stratégie pour un océan indo-pacifique libre et ouvert. Elle s'emploiera également à renforcer les partenariats au sein de la communauté internationale. Une attention particulière sera accordée, entre autres (1) au développement des ressources humaines pour renforcer la connectivité intrarégionale, (2) à la construction d'infrastructures et à l'amélioration du climat commercial et des investissements, (3) à la mise en place du cadre juridique et judiciaire nécessaire à l'instauration de l'État de droit, et (4) au développement des capacités en matière de sécurité maritime.

À l'occasion du 150<sup>e</sup> anniversaire de la restauration Meiji, la JICA lancera son programme d'études du développement afin de stimuler la formation de ressources humaines aptes à résoudre des problèmes de développement d'une diversité et d'une complexité croissantes. Le programme offre la possibilité de tirer systématiquement des enseignements de l'expérience de développement du Japon. À l'issue du programme et à leur retour chez eux, les participants seront encouragés à mettre à profit les connaissances acquises au Japon pour le développement de leur pays. Ils deviendront en outre des dirigeants qui connaissent et qui soutiennent le Japon, ce qui permettra de maintenir et renforcer les relations bilatérales à moyen et long terme.

Pour atteindre une croissance de qualité – c'est-à-dire inclusive, durable et résiliente – la JICA va tirer parti des atouts du secteur privé, notamment des petites et moyennes entreprises (PME) et des régions japonaises, et elle mobilisera leur potentiel au service de ses opérations dans les pays en développement et de la revitalisation régionale du Japon.

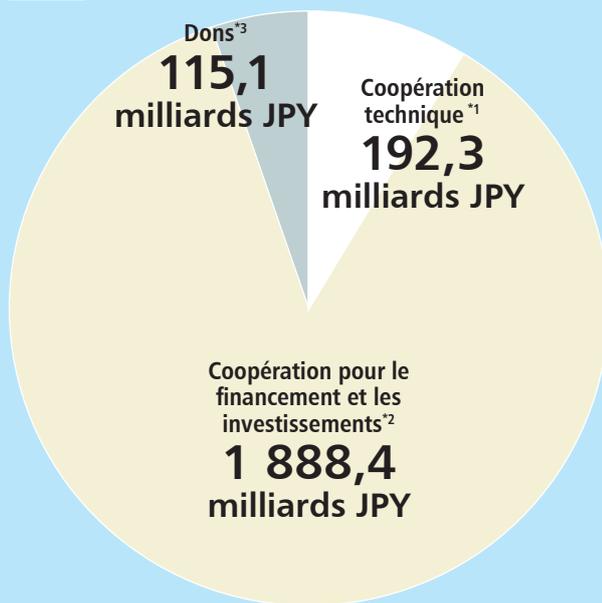
La JICA redoublera d'efforts pour intégrer des méthodes et technologies innovantes dans ses activités de coopération au développement. Elle mobilisera en outre diverses sources de financement pour répondre aux besoins de développement les plus importants. De plus, la JICA intensifiera son travail de formulation et de diffusion de concepts tels que la couverture santé universelle (CSU) et l'initiative pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle en Afrique (ISANA), renforçant ainsi sa présence au sein de la communauté internationale.

# Aperçu des activités de la JICA pour l'exercice 2017

## Situation générale

S'agissant des opérations de la JICA durant l'exercice 2017 (figures 3 et 4), la coopération technique représente 192,3 milliards JPY, soit une diminution de 7,4 % par rapport à l'exercice précédent. Quant à l'aide sous forme de dons, la JICA a réalisé 157 projets à hauteur d'environ 115,1 milliards JPY (montant des accords de dons). Concernant la coopération pour le financement et les investissements, les prêts d'APD s'élevaient à 1 845,4 milliards JPY (sur la base des engagements) répartis entre 53 projets. Le montant total des décaissements au titre du financement des investissements du secteur privé a atteint 43,0 milliards JPY (sur la base des engagements) accordés à six organisations.

**Figure 3** Montant des opérations durant l'exercice 2017



Note : Taux de conversion : 1 USD = 112,2 JPY (taux officiel du Comité d'aide au développement [CAD] pour 2017)

\*1 Les dépenses de coopération technique comprennent les dépenses d'assistance technique gérées dans le cadre du budget du compte de financement et d'investissement, à l'exclusion des frais administratifs.

\*2 Montant total des engagements de prêts d'APD et de financement des investissements du secteur privé.

\*3 Montant des accords de dons (A/D) conclus. Pour les projets échelonnés sur plusieurs exercices, le montant maximal autorisé par exercice est comptabilisé pour chaque exercice considéré.

**Figure 4** Répartition des opérations durant l'exercice 2017 (Unité : milliards JPY)

|  | Exercice 2017 | Exercice 2016 |
|--|---------------|---------------|
| Coopération technique <sup>*1</sup>                                  | 192,3         | 207,7         |
| Formation de participants étrangers                                  | 22,0          | 21,2          |
| Envoi d'experts  | 58,7          | 64,5          |
| Envoi de missions d'étude  | 33,8          | 60,2          |
| Fourniture d'équipements   | 2,3           | 3,7           |
| Envoi de volontaires japonais pour la coopération à l'étranger       | 8,7           | 8,7           |
| Envoi d'autres volontaires   | 3,3           | 3,3           |
| Autres   | 63,5          | 46,2          |
| Coopération pour le financement et les investissements <sup>*2</sup> | 1 888,4       | 1 485,8       |
| Dons <sup>*3</sup>   | 115,1         | 98,0          |

Note : Les chiffres étant arrondis, les totaux ne correspondent pas nécessairement à la somme des composants.

\*1 Les dépenses de coopération technique comprennent les dépenses d'assistance technique gérées dans le cadre du budget du compte de financement et d'investissement, à l'exclusion des frais administratifs.

\*2 Montant total des engagements de prêts d'APD et de financement des investissements du secteur privé.

\*3 Montant des accords de dons (A/D) conclus. Pour les projets échelonnés sur plusieurs exercices, le montant maximal autorisé par exercice est comptabilisé pour chaque exercice considéré.

## Aperçu des tendances des dix dernières années

Les figures 5 à 7 montrent l'évolution du volume des programmes de coopération technique, de coopération pour le financement et les investissements, et de dons de la JICA durant les 10 dernières années.

Les montants engagés au titre de la coopération pour le financement et les investissements ont augmenté de 27,1 % par rapport à l'exercice précédent et atteint 1 888,4 milliards JPY durant l'exercice 2017. Le volume des dons enregistre une augmentation de 17,4 %, totalisant 115,1 milliards JPY pour l'exercice 2017.

**Figure 5** Dépenses de coopération technique des 10 derniers exercices (Unité : milliards JPY)

|               |       |
|---------------|-------|
| Exercice 2008 | 150,8 |
| Exercice 2009 | 176,0 |
| Exercice 2010 | 168,8 |
| Exercice 2011 | 188,9 |
| Exercice 2012 | 167,8 |
| Exercice 2013 | 177,3 |
| Exercice 2014 | 176,4 |
| Exercice 2015 | 191,7 |
| Exercice 2016 | 207,7 |
| Exercice 2017 | 192,3 |

**Figure 6** Montant des engagements au titre de la coopération pour le financement et les investissements des 10 derniers exercices (Unité : milliards JPY)

|               |         |
|---------------|---------|
| Exercice 2008 | 929,4   |
| Exercice 2009 | 967,6   |
| Exercice 2010 | 538,9   |
| Exercice 2011 | 949,4   |
| Exercice 2012 | 1 226,7 |
| Exercice 2013 | 985,8   |
| Exercice 2014 | 1 015,9 |
| Exercice 2015 | 2 260,9 |
| Exercice 2016 | 1 485,8 |
| Exercice 2017 | 1 888,4 |

Note : Montant total des engagements de prêts d'APD et de financement des investissements du secteur privé.

**Figure 7** Montant des dons des 10 derniers exercices (Unité : milliards JPY)

| Exercice      | Montant total prévu dans l'échange de notes conclu durant l'exercice concerné (part gérée par la JICA au titre de la promotion de l'aide sous forme de dons) | Montant total accordé en vertu de l'accord de don conclu durant l'exercice concerné (part gérée par la JICA au titre de la mise en œuvre et de la gestion des projets de dons après octobre 2008) |
|---------------|--|---|
| Exercice 2008 | 74,0   | 37,1  |
| Exercice 2009 | 34,8   | 102,0   |
| Exercice 2010 | 12,9   | 105,2   |
| Exercice 2011 | 3,6  | 107,4   |
| Exercice 2012 |  | 141,6   |
| Exercice 2013 |  | 115,8   |
| Exercice 2014 |  | 111,2   |
| Exercice 2015 |  | 111,7   |
| Exercice 2016 |  | 98,0  |
| Exercice 2017 |  | 115,1   |

## Aide par région

Pour la coopération technique, les décaissements sont répartis par ordre décroissant entre l'Asie 39,0 %, l'Afrique 18,6 %, l'Amérique du Nord et l'Amérique latine 7,2 %.

Concernant les nouveaux montants engagés au titre de la coopération pour le financement et les investissements, l'Asie totalise 61,6 %, le Maghreb Moyen-Orient 8,0 % et l'Afrique 7,9 %. La part de l'Asie reste considérablement élevée depuis

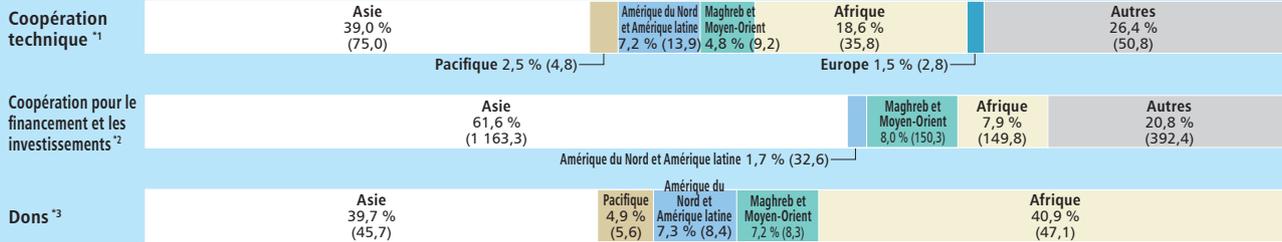
plusieurs exercices.

En ce qui concerne les dons, l'Afrique représente 40,9 % et l'Asie 39,7 %. Depuis plusieurs exercices, l'Asie et l'Afrique absorbent la plus large part des dons.

« Autres » représente les engagements et les décaissements pour les institutions internationales et les projets multi-pays ou multi-régions.

Figure 8 Ventilation régionale de l'aide durant l'exercice 2017

(Unité : %, milliards JPY)



Note : Les chiffres étant arrondis, les totaux ne correspondent pas nécessairement à la somme des composants.

\*1 Les dépenses de coopération technique comprennent les dépenses d'assistance technique gérées dans le cadre du budget du compte de financement et d'investissement, à l'exclusion des frais administratifs.

\*2 Montant total des engagements de prêts d'APD et de financement des investissements du secteur privé. Les engagements avec la Banque africaine de développement et le Fonds africain de développement sont comptabilisés dans « Afrique » et non dans « Autres ».

\*3 Montant des accords de dons (A/D) conclus. Pour les projets échelonnés sur plusieurs exercices, le montant maximal autorisé par exercice est comptabilisé pour chaque exercice considéré.

## Aide par secteur

Pour la coopération technique, les décaissements sont répartis par ordre décroissant entre les secteurs suivants : travaux et services publics 23,7 %, ressources humaines 11,2 %, agriculture, forêts et pêche 10,6 %, planification et administration 8,8 %.

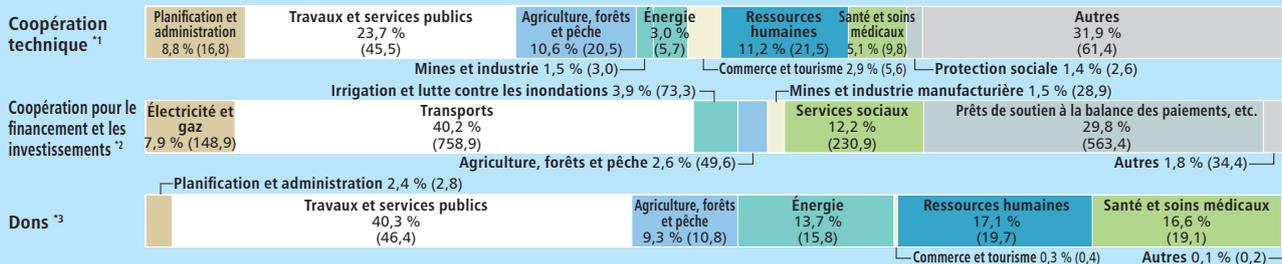
La coopération pour le financement et les investissements s'est principalement concentrée sur le secteur des transports

(40,2 %), notamment les projets ferroviaires et routiers. Viennent ensuite les services sociaux (12,2 %), le gaz et l'électricité (7,9 %).

En ce qui concerne les dons, la part la plus importante revient aux travaux et services publics (40,3 %), suivis des ressources humaines (17,1 %), la santé et les soins médicaux (16,6 %).

Figure 9 Ventilation sectorielle de l'aide durant l'exercice 2017

(Unité : %, milliards JPY)



Note : Les chiffres étant arrondis, les totaux ne correspondent pas nécessairement à la somme des composants.

\*1 Les dépenses de coopération technique comprennent les dépenses d'assistance technique gérées dans le cadre du budget du compte de financement et d'investissement, à l'exclusion des frais administratifs.

\*2 Montant total des engagements de prêts d'APD et de financement des investissements du secteur privé.

\*3 Montant des accords de dons (A/D) conclus. Pour les projets échelonnés sur plusieurs exercices, le montant maximal autorisé par exercice est comptabilisé pour chaque exercice considéré.

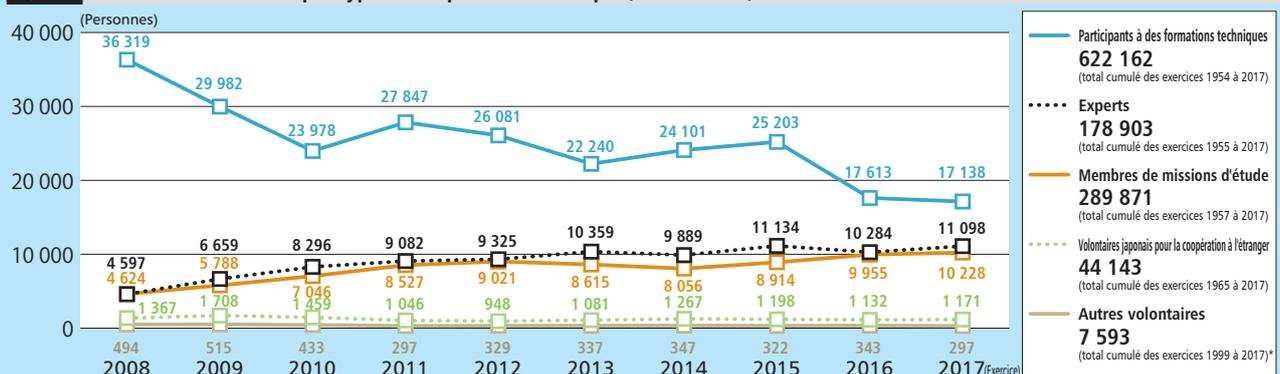
## Évolution des effectifs par type de coopération technique

Pour l'exercice 2017, les nouvelles ressources humaines participant aux différents types de programmes de la JICA se répartissent comme suit : 17 138 participants à des formations techniques, 11 098 experts, 10 228 membres de missions d'étude, 1 171 volontaires japonais pour la coopération à l'étranger (JOCV) et 297 autres volontaires. À ce jour, la JICA a assuré la formation technique de 622 162 participants

(exercices 1954 à 2017) et envoyé à l'étranger 178 903 experts (exercices 1955 à 2017), 289 871 membres de missions d'étude (exercices 1957 à 2017), 44 143 JOCV (exercices 1965 à 2017) et 7 593 autres volontaires (exercices 1999 à 2017).

La figure 10 montre l'évolution des effectifs par type de coopération technique depuis l'exercice 2008.

Figure 10 Évolution des effectifs par type de coopération technique (total cumulé)



\* Inclut les volontaires seniors, les volontaires juniors et seniors auprès des communautés japonaises à l'étranger et les volontaires des Nations unies, données qui jusqu'à l'exercice 1998 étaient réparties entre les autres types de coopération.

Note : Le soutien au programme d'émigration a pris fin durant l'exercice 1995. Le total cumulé des exercices 1952 à 1995 s'élève à 73 437.

# Aperçu des états financiers

## Compte général

### 1. Aperçu du bilan

Pour l'exercice comptable clos le 31 mars 2018, le total des actifs s'élève à 271 332 millions JPY, soit une augmentation de 16 376 millions JPY par rapport à l'exercice précédent. Cette progression est essentiellement imputable à une hausse de 111 663 millions JPY des liquidités et dépôts bancaires. Le solde de clôture des liquidités et dépôts bancaires de 198 210 millions JPY comprend les fonds pour les projets de dons à hauteur de 165 456 millions JPY. Le total des passifs s'élève à 205 260 millions JPY, soit une hausse de 36 608 millions JPY en glissement annuel, principalement due à une augmentation de 20 101 millions JPY des passifs liés aux subventions de fonctionnement.

(Unité : millions JPY)

| Actifs                         | Montant        | Passifs  | Montant        |
|--------------------------------|----------------|--|----------------|
| Actifs courants                |                | Passifs courants                               |                |
| Liquidités et dépôts bancaires | 198 210        | Passifs liés aux subventions de fonctionnement | 20 101         |
| Autres                         | 29 272         | Fonds pour les projets de dons                 | 164 071        |
| Actifs non courants            |                | Autres   | 15 398         |
| Actifs corporels               | 40 342         | Passifs non courants                           |                |
| Actifs incorporels             | 1 736          | Comptes de contrepartie pour les actifs        | 5 208          |
| Placements et autres actifs    | 1 772          | Autres   | 482            |
|                                |                | <b>Total des passifs</b>                       | <b>205 260</b> |
|                                |                | <b>Actifs nets</b>                             |                |
|                                |                | Capital  |                |
|                                |                | Investissements publics                        | 62 452         |
|                                |                | Gains en capital                               | (20 193)       |
|                                |                | Bénéfices non distribués                       | 23 813         |
|                                |                | <b>Total des actifs nets</b>                   | <b>66 072</b>  |
| <b>Total des actifs</b>        | <b>271 332</b> | <b>Total des passifs et des actifs nets</b>    | <b>271 332</b> |

### 2. Aperçu du compte de résultat

Pour l'exercice comptable clos le 31 mars 2018, le total des dépenses ordinaires s'élève à 238 184 millions JPY, soit une baisse de 8 762 millions JPY par rapport à l'exercice précédent. Cette diminution est essentiellement imputable à un recul de 19 119 millions JPY des dépenses opérationnelles financées par des subventions de fonctionnement. Les recettes ordinaires se montent à 227 716 millions JPY, soit une baisse de 31 202 millions JPY en glissement annuel. Cette contraction est principalement due à une diminution de 43 340 millions JPY des recettes liées aux subventions de fonctionnement.

(Unité : millions JPY)

|  | Montant      |
|--|--------------|
| Dépenses ordinaires  | 238 184      |
| Dépenses de fonctionnement   | 229 248      |
| Dépenses pour les secteurs et régions prioritaires   | 72 754       |
| Dépenses pour les partenariats intérieurs  | 18 666       |
| Dépenses pour le soutien aux opérations  | 38 070       |
| Dépenses pour les projets de dons  | 90 152       |
| Autres   | 9 607        |
| Frais généraux administratifs  | 8 586        |
| Charges financières  | 348          |
| Autres   | 3            |
| Recettes ordinaires  | 227 716      |
| Recettes des subventions de fonctionnement   | 132 494      |
| Recettes des projets de dons   | 90 152       |
| Autres   | 5 071        |
| Pertes exceptionnelles   | 690          |
| Recettes exceptionnelles   | 90           |
| Reprise des fonds de réserve reportés de la période précédente des objectifs à moyen terme | 15 372       |
| <b>Total des recettes pour l'exercice courant</b>  | <b>4 304</b> |

Note : • Les chiffres étant arrondis, les totaux ne correspondent pas nécessairement à la somme des composants.

## Compte de financement et d'investissement

### 1. Aperçu du bilan

Pour l'exercice comptable clos le 31 mars 2018, le total des actifs s'élève à 12 278 942 millions JPY, soit une augmentation de 414 795 millions JPY par rapport à l'exercice précédent. Cette progression s'explique principalement par une hausse de 343 024 millions JPY des prêts. Le total des passifs s'élève à 2 665 229 millions JPY, soit une hausse de 283 429 millions JPY en glissement annuel. Cette progression s'explique principalement par une augmentation de 171 194 millions JPY des emprunts au fonds gouvernemental pour le programme budgétaire d'investissements et de prêts.

(Unité : millions JPY)

| Actifs  | Montant           | Passifs   | Montant           |
|---|-------------------|---|-------------------|
| Actifs courants   |                   | Passifs courants  |                   |
| Prêts   | 12 005 004        | Emprunts au fonds gouvernemental pour le programme budgétaire d'investissements et de prêts | 150 179           |
| Provisions pour les pertes liées aux prêts  | (171 804)         | Autres  | 63 076            |
| Autres  | 338 539           | Passifs non courants  |                   |
| Actifs non courants   |                   | Obligations   | 683 132           |
| Actifs corporels  | 8 904             | Emprunts au fonds gouvernemental pour le programme budgétaire d'investissements et de prêts | 1 761 334         |
| Actifs incorporels  | 5 236             | Autres  | 7 508             |
| Placements et autres actifs   |                   | <b>Total des passifs</b>  | <b>2 665 229</b>  |
| Réclamations probables en cas de faillite, réclamations probables en cas de réhabilitation, et autres | 87 063            | <b>Actifs nets</b>  |                   |
| Provisions pour les pertes liées aux prêts  | (75 454)          | Capital   |                   |
| Autres  | 81 455            | Investissements publics   | 8 037 408         |
|   |                   | Bénéfices non distribués  | 1 546 921         |
|   |                   | Réserves  | 79 188            |
|   |                   | Autres  | △ 49 805          |
|   |                   | Évaluation et écarts de conversion  |                   |
|   |                   | <b>Total des actifs nets</b>  | <b>9 613 713</b>  |
| <b>Total des actifs</b>   | <b>12 278 942</b> | <b>Total des passifs et des actifs nets</b>   | <b>12 278 942</b> |

### 2. Aperçu du compte de résultat

Pour l'exercice comptable clos le 31 mars 2018, le total des recettes s'élève à 79 188 millions JPY, soit une augmentation de 4 825 millions JPY par rapport à l'exercice précédent. Cette augmentation est due à une contraction de 155 millions JPY des recettes ordinaires qui s'élèvent à 173 328 millions JPY, et à une diminution de 5 055 millions JPY des dépenses ordinaires qui s'élèvent à 94 049 millions JPY. La baisse des recettes ordinaires s'explique principalement par un recul de 7 467 millions JPY des intérêts sur les prêts en glissement annuel, tandis que la baisse des dépenses ordinaires est surtout imputable à une contraction de 13 717 millions JPY des provisions pour les pertes liées aux prêts par rapport à l'exercice précédent.

(Unité : millions JPY)

|   | Montant       |
|---|---------------|
| Dépenses ordinaires   | 94 049        |
| Dépenses liées aux opérations de coopération pour le financement et les investissements | 94 049        |
| Intérêts sur les obligations et les bons  | 7 327         |
| Intérêts sur les emprunts   | 17 130        |
| Intérêts sur les swaps de taux d'intérêt  | 7 395         |
| Dépenses liées aux activités de consignation  | 32 484        |
| Dépenses opérationnelles et administratives   | 14 212        |
| Provisions pour les pertes liées aux prêts  | 8 244         |
| Autres  | 7 258         |
| Recettes ordinaires   | 173 328       |
| Recettes liées aux opérations de coopération pour le financement et les investissements | 171 701       |
| Intérêts sur les prêts  | 145 294       |
| Dividendes sur les placements   | 19 319        |
| Autres  | 7 087         |
| Autres  | 1 627         |
| Pertes exceptionnelles  | 97            |
| Recettes exceptionnelles  | 6             |
| <b>Total des recettes pour l'exercice courant</b>                                       | <b>79 188</b> |

Note : • Les chiffres étant arrondis, les totaux ne correspondent pas nécessairement à la somme des composants.